

Baie-Mahault, le vendredi 13 novembre 2009

Monsieur Amélius HERNANDEZ
Président du Comité de Bassin

DIREN
Secrétariat du Comité de Bassin
Chemin des Bougainvilliers
97100 BASSE-TERRE

A l'attention de Madame Cécile REILHES

N/Réf: EN/JP/Pôle Végétal/Rmo-n° 249-09
Objet: Avis sur le projet de SDAGE 2010-2015

Monsieur Le Président,

Conscients des exigences de la Directive Cadre Européenne sur l'Eau, nous avons l'honneur de vous transmettre notre avis officiel sur le projet de SDAGE 2010-2015, en réponse à votre courrier de saisine en date du 2 juillet 2009.

Nous sommes favorables aux sept dispositions nous concernant dans le programme de mesures, sous réserve des modifications présentées dans la note suivante et du financement des formations nécessaires à leur mise en œuvre.

Ainsi, nous sommes prêts à :

- orienter, conseiller les agriculteurs et mettre en œuvre notre rôle de structure mandataire, sous réserve du financement d'une formation spécifique pour la réalisation des procédures mandataires (Disposition 18)
- mettre en œuvre des programmes d'action à l'échelle des bassins d'alimentation des captages prioritaires, sous réserve de la reformulation de la dite disposition (voir note suivante) et de la prise en charge financière des formations des agents mobilisés sur ces bassins (Disposition 24)
- contribuer et améliorer la connaissance sur les quantités des produits phytosanitaires utilisés en agriculture (Disposition 58)
- inciter à l'adoption de pratiques agricoles moins consommatrice de produits phytosanitaires (Disposition 60)
- organiser des systèmes pérennes de récupération des produits phytosanitaires non utilisables (PPNU) et des emballages vides de produits phytosanitaires (EVPP) - (Disposition 63)

«Tout courrier doit être adressé sous forme impersonnelle à Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture»

B.P. 35 - Espace Régional Agricole de Conenance - 97122 BAIE-MAHAULT - Tél. : 0590 25 17 17 - Fax : 0590 26 07 22

Siège : 41, rue Lardenoy - 97100 BASSE-TERRE - Tél.: 0590 81 34 61 - Fax : 0590 81 34 62

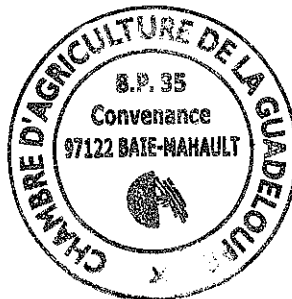
E-Mail.: cda_direction@guadeloupe.chambagri.fr

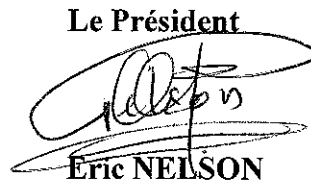
- mettre en œuvre des programmes d'action pour réduire les pollutions ponctuelles, sous réserve du financement d'une formation spécifique pour l'élaboration des diagnostics de risques de pollutions ponctuelles (Disposition 64)
- intégrer aux formations environnementales réalisées par la Chambre d'Agriculture un volet sur les pratiques culturales limitant le ruissellement et l'érosion (Disposition 99)

Nous souhaitons porter à votre connaissance que nous acceptons les incitations financières proposées dans le programme de mesures pour la réalisation des procédures mandataires.

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire concernant les points pré-cités.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur Le Président, nos salutations respectueuses.



Le Président

Eric NELSON

P.J : Note Relative à l'Avis de la Chambre d'Agriculture

Nous veillerons par ailleurs dans la diffusion des résultats à la prise en compte de notre participation active.

3► Disposition 58 : Recenser l'ensemble des usages de produits phytosanitaires

Nous sommes favorables à contribuer à l'amélioration de la connaissance des quantités de produits phytosanitaires utilisés en agriculture.

4 ► Disposition 60 : Inciter à l'adoption de pratiques agricoles moins consommatrice de produits phytosanitaires

Nous sommes favorables à intégrer aux formations environnementales réalisées par la Chambre d'Agriculture des volets permettant :

- l'encouragement de l'enregistrement des pratiques
- l'incitation à la mise en place de MAE (nous réalisons déjà les diagnostics MAE)
- l'incitation à la diversification des assolements
- l'incitation au développement des systèmes agrobiologiques.

5► Disposition 63 : Utiliser des filières pérennes de récupération des produits phytosanitaires non utilisables et des emballages vides

Nous sommes favorables à organiser et mettre en place des systèmes pérennes de récupération des produits phytosanitaires non utilisables (PPNU) d'ici 2010 et des emballages vides de produits phytosanitaires (EVPP), action que nous réalisons déjà.

6► Disposition 64 : Réduire les pollutions ponctuelles

Nous sommes favorables à mettre en œuvre des programmes d'action pour la réduction des pollutions ponctuelles sur les bassins d'alimentation des captages prioritaires, **sous réserve du financement d'une formation spécifique pour l'élaboration des diagnostics de risques de pollutions ponctuelles.**

Les Chambres d'Agriculture de l'Hexagone réalisent déjà ce type de diagnostic, aussi, nous pourrions bénéficier rapidement de l'expertise du réseau Chambre.

Pour s'appuyer sur des éléments issus de la recherche en milieu tropical, nous souhaiterions vivement avoir un partenariat établi entre la Chambre d'Agriculture et l'Unité Agro pédologique de l'INRA pour la réalisation de cette action.

7► Disposition 99 : Limiter les ruissellements à la source

Nous sommes favorables à intégrer aux formations environnementales déjà réalisées par la Chambre d'Agriculture des volets sur les pratiques permettant de limiter le ruissellement et l'érosion.

Pour s'appuyer sur des éléments issus de la recherche en milieu tropical, nous souhaiterions vivement avoir un partenariat établi entre la Chambre d'Agriculture et l'Unité Agro pédologique de l'INRA pour la réalisation de cette action.



NOTE RELATIVE A L'AVIS OFFICIEL DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE SUR LE PROJET DE SDAGE 2010-2015

La Chambre d'Agriculture est sollicitée pour mettre en œuvre des moyens humains et matériels sur 7 dispositions du projet de SDAGE. Nous allons dans cette note préciser notre avis et nos engagements vis-à-vis du SDAGE 2010-2015.

1► Disposition 18 : Rationnaliser les pratiques d'irrigation

Nous sommes favorables à la réalisation de cette disposition sous **maîtrise d'ouvrage Chambre d'Agriculture**, et mettons les moyens humains et matériels pour orienter, conseiller les agriculteurs et mettre en œuvre notre rôle de structure mandataire **sous réserve du financement d'une formation spécifique pour l'élaboration des procédures mandataires**. Par ailleurs, au regard du programme de mesures, cette disposition peut faire l'objet d'une incitation financière, incitation que nous acceptons.

2► Disposition 24 : Identifier et protéger les bassins d'alimentation des captages prioritaires

Nous sommes favorables à mettre en œuvre des programmes d'action à l'échelle des bassins versants en qualité de **partenaire** au sein du GREPP (Groupe Régional d'Etudes sur les Pollutions par les Produits Phytosanitaires), **sous réserves des deux points suivants :**

- **la reformulation** de la dite disposition comme suit :

« Sur les captages jugés prioritaires (voir liste ci-dessous), les bassins d'alimentation sont délimités par les collectivités gestionnaires (article L 211-3 du Code de l'Environnement). Dans ces bassins, des programmes d'actions visant à réduire les pollutions diffuses d'origine agricole (nitrates et pesticides) sont définis dès l'approbation du SDAGE. Ces programmes s'inspireront des réflexions menées sur le bassin versant pilote de la rivière Pérou (GREPP- Groupe Régional d'Etudes sur les Pollutions par les Produits Phytosanitaires), en veillant à identifier les freins n'ayant pas permis une réalisation concrète des actions sur ce bassin.

Liste des captages prioritaires :

- Captage de Belle Eau Cadeau – source
- Captage de Charopin – forage
- Captage de Pelletan – forage
- Captage de la Digue – prise d'eau

Cette démarche sera par la suite étendue aux autres captages. »

- **la prise en charge financière des formations nécessaires** aux agents de la Chambre d'Agriculture à la mise en œuvre de ces actions.